

A close-up photograph of a woman with dark skin, smiling and looking down at her hands. She is wearing a red dress with a white geometric pattern. She is washing her hands in a large, shallow white bowl. The background is a light-colored, textured surface.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015
SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg

Pour un changement
social durable



SOMMAIRE

- 3 | Éditorial
- 5 | SOS Faim :
une grande famille d'acteurs
de changement social
- 6 | Partenariats Sud
- 12 | Géographie des partenariats
- 14 | Sensibiliser
- 16 | Finance
- 18 | Chiffres-clés



« Créer le monde que nous voulons est bien plus puissant
que détruire celui dont nous ne voulons plus »

Marianne Williamson



ÉDITORIAL

Être et soutenir des acteurs de changement social

Dans un monde de la coopération qui bouge très vite, les acteurs du développement, en particulier les ONG, doivent évoluer, s'adapter, innover, bousculer les lignes. Aussi, en 2015, les deux SOS Faim ont-elles, chacune et en concertation, défini leur plan d'orientation stratégique pour les années à venir. Ce travail fut captivant, mobilisant et fédérateur. Mais secouant aussi. Car, avant de définir ce que nous voulons être et faire à telle échéance, il a fallu revisiter ce que nous sommes et ce que nous faisons (et comment) aujourd'hui : notre mission, notre vision, nos valeurs, nos actions, nos ressources, notre organisation, nos alliances et relations de partenariat, notre image, notre ancrage, notre membership, etc. Un véritable travail collectif d'introspection.

Ces travaux ont abouti à la conclusion que les deux SOS Faim doivent davantage affirmer leur statut d'acteur de changement social. C'est-à-dire œuvrer, ensemble et avec d'autres, à un véritable changement sociétal systémique qui englobe le social, l'économique, l'environnemental, le culturel et le politique. En particulier, nous continuerons à lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Nous continuerons à promouvoir et défendre une agriculture familiale durable dans le respect d'un modèle économique social et solidaire qui participe à l'émergence d'une citoyenneté globale pour un monde plus juste dans le respect des générations futures. Comment ? En cassant le traditionnel clivage Nord-Sud dans leurs actions. En quittant définitivement le caritatif pour le politique. En nouant de nouvelles relations partenariales avec des acteurs qui, ici et là-bas, partagent leurs valeurs. En revisitant leur membership par des adhésions de citoyens ou d'institutions partageant sans réserve cette nécessité, ce rêve d'un monde meilleur. En affinant leur image et en revoyant leur modèle économique.

Vaste programme, certes. Mais les deux SOS Faim ne partent pas de rien. Leurs appuis aux partenaires actuels, de même que leurs activités de mobilisation citoyenne et de plaidoyer politique, s'inscrivent déjà dans cette voie. Leur capital humain et financier ne cesse de croître, lentement mais sûrement. Leur expertise est reconnue et leur image auprès du public et des bailleurs de fonds est excellente. Autant d'acquis à préserver. Mais s'il ne s'agit point d'une révolution, il s'agit bel et bien d'un virage fort et important.

Celui-ci ne pourra être insufflé que de l'intérieur, par les instances et les équipes. Mais avec l'appui d'alliés, d'acteurs extérieurs aux valeurs communes. Un acteur de changement social qui travaille seul dans son coin ne change rien du tout. Les sociétés civiles belges, luxembourgeoises, européennes, internationales regorgent d'acteurs de tels types. À nous de les identifier, de nous insérer dans leurs dynamiques, d'y apporter notre petite pierre et de contribuer, à notre échelle, à ce changement social et sociétal auquel nous aspirons.



Olivier HAUGLUSTAINÉ
Secrétaire général
SOS Faim Belgique



Thierry DEFENSE
Directeur
SOS Faim Luxembourg

.....

SOS FAIM LUXEMBOURG : UN MANDAT POUR FACILITER L'ACCÈS DES PRODUCTEURS AU CRÉDIT AGRICOLE

Tout au long de l'année 2015, SOS Faim Luxembourg a poursuivi le dialogue avec le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes (MAEE) en vue de conclure un mandat pour un programme facilitant l'accès des producteurs burkinabè et maliens au crédit agricole. Le mandat, qui fut signé début 2016, comprend quatre volets: un fonds de crédit, un fonds de garantie, un programme de formation pour les producteurs et un dialogue inter-sectoriel entre les acteurs impliqués, à commencer par les organisations de producteurs agricoles et les institutions de financement rural. Davantage que le budget total du mandat (7 000 000 €), la durée du mandat (7 ans) est à souligner tant il est rare qu'un bailleur de fonds s'engage pour une période aussi longue. À signaler également, le fait que SOS Faim a déjà tissé de premières alliances importantes avec des acteurs du Sud et du Nord de référence dans la construction et la mise en œuvre du mandat: la CIF et l'IRAM (outils financiers), SupAgro Montpellier (formation), Performances (capitalisation et communication). Les antennes malienne et burkinabè ont également été renforcées. Assurément, une belle reconnaissance mais un grand défi pour SOS Faim.

.....





@ SOS Faim

SOS FAIM : une grande famille d'acteurs de changement social...

Nous avons tendance à réduire SOS Faim à deux ONG, Luxembourg et Belgique. C'est compter sans les cinq antennes créées au Pérou, en Bolivie, au Mali, au Burkina Faso et en République démocratique du Congo qui, elles aussi, contribuent quotidiennement à accompagner nos partenaires locaux.

sur ce réseau incluant le rôle de chaque entité et leur articulation entre elles est également prévue.

... qui travaillent en alliance avec d'autres

Qui plus est, la « famille SOS Faim » n'œuvre pas en vase clos. Les deux SOS Faim sont membres d'Inter-Réseaux -

Développement rural, de la plate-forme européenne de la microfinance (e-MFP), du PAIDEK asbl et sont coopérateurs d'Alterfin. Les réflexions stratégiques des deux SOS Faim ont d'ailleurs mis en évidence la nécessité pour elles de renforcer leur travail en réseau, avec des institutions complémentaires partageant leurs valeurs.

Véritables relais sur le terrain, les antennes et représentation accroissent l'intensité et la qualité du travail de SOS Faim dans les pays du Sud tout en facilitant la « remontée » d'informations pour notre travail d'appui, d'information, de capitalisation et de récolte de fonds. Cette « famille SOS Faim » représente également 44 emplois. Autant de personnes qui ont la volonté de se positionner comme acteurs de changement social et d'œuvrer, ensemble, pour un monde plus juste.

La tendance à sa « sudification » constitue un élément clé de la stratégie de SOS Faim. Parallèlement, une réflexion



@ SOS Faim

PARTENARIATS SUD

Comme les années précédentes, le rapport d'activités ne peut, par manque de place, présenter l'ensemble des partenaires de SOS Faim Belgique et Luxembourg. Au fil des pages qui suivent, sont présentés quelques partenaires qui se sont illustrés en 2015 comme acteurs de changement social. Que ce soit, par exemple, en prônant un plus grand respect de l'environnement, une meilleure place de la femme au sein de l'agriculture ou en aidant les jeunes à lancer leurs activités agricoles, ces différents partenaires ont activement œuvré pour un monde plus juste, plus solidaire, plus respectueux de l'environnement, plus participatif et plus démocratique.



MALI

Une place de plus en plus importante pour les femmes

Les femmes sont les premières productrices mondiales et pourtant, elles sont également les premières victimes de la faim. En effet, environ 60% des personnes qui souffrent de la faim dans le monde sont des femmes et des filles vivant dans les zones rurales des pays du Sud. Le Mali n'échappe pas à cette triste réalité où les femmes sont souvent les laissées pour compte de l'agriculture.

C'est pour cette raison que le SEXAGON (Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger) a voulu renforcer son approche genre tant dans ses pratiques que dans sa culture et a fait appel à Oxfam Belgique et SOS Faim. L'année 2015 a donc vu éclore une collaboration entre ces deux ONG.

SOS Faim et Oxfam Belgique collaborent

Les deux ONG belges ont mis en place un processus d'accompagnement intensif pour le renforcement en genre du SEXAGON qui a débuté en 2015 et se poursuivra en 2016. Cette collaboration a déjà commencé à porter ses fruits. 12 ateliers sur le genre ont été organisés, ce qui a abouti à la nomination d'une équipe « changement » au sein du SEXAGON. Cette équipe a défini un plan d'actions axé sur les transformations des relations de pouvoir et le genre dans l'organisation.

BUDGET TRANSFÉRÉ

719 070 €

8 PARTENAIRES LOCAUX

Plus de 92 000 bénéficiaires

20 femmes à des postes clefs

Désormais, 20 femmes occupent des postes clefs dans les comités de base de la nouvelle section syndicale du SEXAGON à Macina et 9 femmes ont été élues au bureau de cette section.

Le SEXAGON a également accompagné 20 comités de femmes regroupant 642 membres dans leur institutionnalisation en coopératives et dans la diversification de leur production.



BUDGET TRANSFÉRÉ

1 768 839

21 PARTENAIRES

DANS 3 PAYS

Plus de 380 000 familles
bénéficiaires

@ SOS Faim



AMÉRIQUE LATINE

Des dynamiques d'animation territoriale améliorent durablement la **qualité de vie de la population**

Depuis une dizaine d'années, un réel processus de décentralisation est entamé en Amérique latine, donnant davantage d'autonomie et de compétences aux institutions publiques régionales et locales pour gérer leur territoire. Malgré tout, des mécanismes de participation plus démocratiques semblent rouillés et l'utilisation des budgets n'est pas des plus équitables, oubliant souvent les petits agriculteurs qui restent les premières victimes de la pauvreté dans ces régions rurales souvent reculées du Pérou, de la Bolivie ou de l'Équateur.

Dans ces trois pays, à travers le développement territorial, l'objectif de SOS Faim et de ses partenaires est de promouvoir la participation citoyenne et de renforcer le soutien des services publics décentralisés aux initiatives productives locales.

Pérou – La famille s'agrandit

Le rôle de **REMURPE** (Réseau des Municipalités Rurales du Pérou) a été revu en 2015 pour se concentrer sur des actions de plaidoyer au niveau national afin de

promouvoir le mécanisme de budget participatif au niveau local. Ce dernier a pour objectif de favoriser l'implication des citoyens dans les décisions budgétaires, mais également dans le contrôle des dépenses publiques.

Nouvelle venue dans la famille SOS Faim en 2015, l'ONG **ARARIWA** reprend les objectifs auparavant attribués à REMURPE au niveau local. Bien implantée dans la région de Cusco, elle y mène un travail d'articulation entre acteurs publics et privés pour stimuler le développement local.

Bolivia – Un nombre croissant de bénéficiaires

L'ONG **CIUDADANIA** implémente, dans 8 municipalités rurales de la région de Cochabamba, des actions de développement territorial rural (DTR). Elle a développé pour cela une méthodologie participative visant à impliquer davantage les institutions publiques pour reconnaître et appuyer les associations de producteurs au niveau local.

CIUDADANIA a soutenu 266 nouveaux producteurs en 2015 par rapport à l'année précédente.

17 nouvelles initiatives productives ont été appuyées (cofinancées par les municipalités) et un total de 21 associations ont été accompagnées par nos partenaires dans la région.

Équateur – Une équipe qui ne se laisse pas démonter

Le partenariat avec **CEPESIU**, qui s'inscrit dans une approche de DTR, a connu un certain retard au démarrage (changements d'autorités survenus après les élections locales de février 2014) qui a été en grande partie résorbé en 2015 grâce au dynamisme et à la réactivité de l'équipe de terrain.

Les actions de DTR se sont bien développées en 2015. Sur 8 cantons ciblés, 7 ont pu mettre en place une plateforme de concertation public/privé autour de la promotion du développement économique productif.



@ SOS Faim



BURKINA FASO

Vers un plus grand respect de l'environnement

À la lisière du Sahel, le nord du Burkina Faso est une région aride ne bénéficiant que d'une seule saison des pluies qui ne permet qu'une récolte par an. Cette unique récolte annuelle ne permet pas aux Burkinabés de se nourrir toute l'année. En effet, plus des deux tiers de la population de cette région vivent sous le seuil de pauvreté et la malnutrition reste une question prioritaire.

Une solution : le maraîchage irrigué

Afin de permettre aux populations locales de cultiver et donc de se nourrir toute l'année, l'APIL (Association pour la Promotion des Initiatives Locales) développe et promeut le maraîchage irrigué. Partenaire de SOS Faim depuis 2008, l'APIL travaille désormais avec 1400 membres.

En 2015, 1234 tonnes de légumes ont été produites, soit une augmentation de près de 10% par rapport à 2014.

Améliorer la production, augmenter les rendements... Oui, mais sans oublier l'environnement !

Dans son activité de développement de cultures maraîchères irriguées, l'APIL a toujours été soucieuse du respect de l'environnement et promeut depuis des années des méthodes agroécologiques telles que la fabrication et l'usage de compost, de cordons pierreux, etc.

2015 a été une année charnière pour le développement de l'agroécologie avec différentes initiatives mises en place par l'APIL. Cette dernière a noué un parte-

BUDGET TRANSFÉRÉ

865 479 €

6 PARTENAIRES LOCAUX
Plus de 300 000
bénéficiaires

nariat avec BIO-PROTECT, une société spécialisée dans le développement de moyens biologiques de fertilisation, entre autres pour la mise en place d'unités rurales de fabrication continue de compost.

Afin de réduire l'utilisation de produits chimiques qui risqueraient de contaminer l'eau, de nombreuses formations ont été dispensées aux membres de l'APIL sur la fabrication de biopesticides à partir de produits locaux tels que les oignons, les piments, le savon et la poudre de neem (fruit du margousier réduit en poudre).



@ SOS Faim



SÉNÉGAL Les jeunes, l'avenir de l'agriculture

Même si elle représente un pilier fondamental de l'économie du Sénégal, l'agriculture souffre actuellement d'une image négative due, entre autres, à un faible soutien des pouvoirs publics qui mettent en place des politiques peu appropriées aux réalités agricoles. Résultat des courses, les agriculteurs sont les premières victimes de la faim et de la pauvreté. Une réalité qui décourage bon nombre de jeunes à exercer ce métier, préférant se tourner vers les villes et l'économie marchande. Cette situation pourrait peser lourd sur le renouvellement des générations d'agriculteurs et donc, sur le développement et la durabilité de l'agriculture.

Revaloriser le métier d'agriculteur

Dans ce contexte marqué par l'exode rural et le désintérêt des jeunes vis-à-vis de l'agriculture, le CNCR (Conseil National de Concertation des Ruraux) a mis en place un collège des jeunes. Ce collège est un espace d'échange, de réflexion, de formation et d'action qui vise une meilleure prise en compte des problèmes des jeunes agriculteurs dans les organisations paysannes mais également dans les politiques publiques.

Pour assurer un bon renouvellement des générations dans l'agriculture sénégalaise, le collège des jeunes a mis en place deux axes stratégiques principaux :

BUDGET TRANSFÉRÉ

650 768 €

6 PARTENAIRES LOCAUX
Plus de 150 000
bénéficiaires

la défense des intérêts des jeunes producteurs dans les organisations paysannes et dans les politiques publiques ; et

le renforcement des capacités et la professionnalisation des jeunes dans les différentes filières : agriculture, élevage, pêche, foresterie, etc.

Un premier grand succès a été la mise en place d'une politique nationale d'emploi rural des jeunes au Sénégal. Pour la première fois dans l'élaboration d'une politique nationale au Sénégal, les jeunes agriculteurs sont associés au processus, non pas pour donner leur avis sur ce que les autres auront proposé pour eux mais pour le construire avec eux.



@ SOS Faim



CAMEROUN

Les paysans innovent et se mobilisent par la lecture

Depuis plus de 20 ans, le SAILD (Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement) édite et diffuse au Cameroun le journal mensuel **La Voix du Paysan/The Farmers' Voice** (LVDP/TFV). Tiré chaque mois à 7667 exemplaires en moyenne en 2015 (versions francophone et anglophone confondues), le journal est non seulement un recueil de conseils techniques très utiles pour les producteurs mais aussi et surtout un mensuel de mise en débat et de mobilisation citoyenne. Si son tirage a légèrement baissé en 2015, le journal enregistre un très bon taux de diffusion : 91% dont 52% en milieu rural (en hausse). Courant 2015, l'équipe du journal a affiné sa stratégie de diffusion numérique. À noter que

LVDP/TFV s'auto-finance à plus de 30%, ce qui est remarquable vu le contexte camerounais et le public que le journal vise en priorité.

S'informer pour devenir acteur de changement

Dans les pays d'Afrique où l'éducation demeure faible, surtout en milieu rural, permettre aux producteurs de s'informer, de réfléchir, de développer leur sens critique est crucial. L'accès à l'information constitue, en effet, la base de tout changement. Sans conscience des problèmes qui affectent directement notre propre vie, notre propre alimentation, il est impensable et impossible d'envisager

BUDGET TRANSFÉRÉ

173 500 €

2 PARTENAIRES LOCAUX
Plus de 11 000 bénéficiaires

le développement d'initiatives progressistes pour le changement.

Par ailleurs, SOS Faim a poursuivi son soutien à l'organisation paysanne NOWEFOR (North West Farmers' Organization) au Cameroun. NOWEFOR a renforcé ses activités d'appui à la production (par la formation) et à la commercialisation (par la vente groupée) de ses 3054 membres. La réouverture de la frontière du Cameroun avec le Nigéria, fermée en 2014 pour raisons sanitaires, fut d'ailleurs bénéfique pour la vente et les revenus des producteurs de NOWEFOR.



@ SOS Faim



NIGER

Les paysans échangent pour préparer le changement

À côté de ses appuis continus en faveur des organisations paysannes MOORIBEN et FUCOPRI (notamment dans les domaines de la production et la commercialisation agricole, de l'accès au crédit ou de la communication rurale), SOS Faim a organisé en octobre 2015 un important atelier d'échanges sur le renforcement des organisations de producteurs agricoles du Niger en matière d'accès aux services financiers. Cet atelier, qui a réuni plus de 50 participants représentant des organisations financières, des institutions financières et des partenaires au

développement, a confirmé la pertinence de se saisir du sujet du financement agricole au Niger et, en particulier, de l'enjeu de l'accès des exploitations familiales agricoles et des organisations paysannes à des services financiers adaptés. Il a aussi confirmé la nécessité de renforcer les compétences des organisations de producteurs dans le domaine de la finance agricole, tout comme la professionnalisation des institutions financières en matière de crédit agricole. Enfin, il a conforté SOS Faim dans son rôle d'interface entre différents types d'acteurs.

BUDGET TRANSFÉRÉ

173 147 €

2 PARTENAIRES LOCAUX
Plus de 90 000 bénéficiaires

L'accès des producteurs à des services et produits financiers adaptés est crucial pour le développement et le changement social. Associer les producteurs dans la réflexion sur les modalités concrètes d'accès à la finance rurale et agricole a, en outre, une vertu fédératrice et responsabilisante. Les producteurs, autrefois simples bénéficiaires de l'aide extérieure, deviennent les acteurs ou les moteurs de leur propre changement ou développement.

GÉOGRAPHIE des partenariats

Légende  INSTITUTIONS DE FINANCEMENT RURAL  ORGANISATIONS PAYSANNES ● AUTRES
 Partenaire appuyé par SOS Faim Belgique  Partenaire appuyé par SOS Faim Luxembourg

Pérou



CONVEAGRO
Convención Nacional del Agro Peruano
CAFE Y CACAO PERU
Central Café y Cacao del Perú
APPCACAO
Asociación Peruana de productores de cacao
JNC
Junta Nacional del Café
CAAP
Central Agroandina del Perú
ANPE
Asociación Nacional de Productores Ecológicos del Perú
CIDERURAL
Cooperativa de Ahorro y crédito para la integración y desarrollo rural
FOGAL
Fondo de Garantía Latinoamericano
CEPES
Centro Peruano de Estudios Sociales
REMURPE
Red de Municipalidades Urbanas y Rurales del Perú
ARARIWA

Équateur



CAAP
Cooperativa Alternativa de Acción Popular



CEPESU
Centro de Promoción del Empleo y Desarrollo Económico Territorial

Bolivie



FFECABEB
Federación de Caficultores exportadores de Bolivia

RED OEPAIC
Red de organizaciones económicas de productores artesanos con identidad cultural

AOPEB
Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia



FINDEPRO
Asociación de Entidades financieras de productores

FINCAFE
Servicios Financieros Cafetaleros



CIUDADANIA

AGRECOL

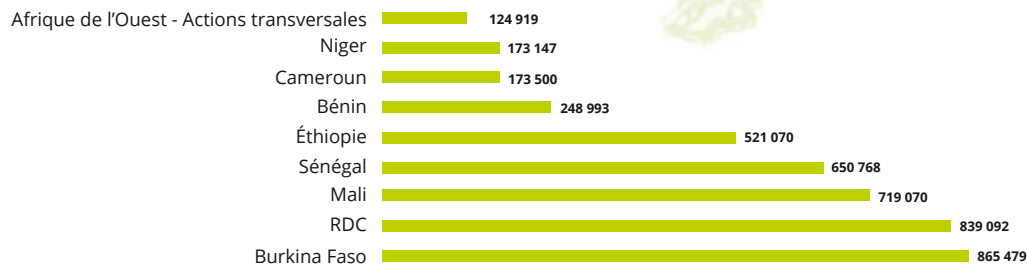
LIDEMA
Liga de Defensa del Medio Ambiente

Montants

transférés en 2015 : **6 084 877 €**



TOTAL AFRIQUE 4 316 038 €



TOTAL AMÉRIQUE LATINE 1 768 839 €



Sénégal



CNCR
Conseil National de Concertation des Ruraux

EGAB
Entente des Groupements Associés pour le développement à la Base

FAPAL
Fédération des associations paysannes de Louga

FONGS
Fédérations des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal

UJAK
Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli wirnde

GERAD
Groupe d'Étude, de Recherche et d'Aide au Développement (PDIF)

Mali



AOPP
Association des Organisations Professionnelles Paysannes

CNOP
Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali

FECOPON
Fédération des Coopératives des producteurs de l'Office du Niger

FASO JIGI
Union de coopératives agricoles

PNPR
Plateforme Nationale des Producteurs de Riz du Mali

SEXAGON
Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger



KAFO JIGINEW
Réseau de caisses d'épargne et de crédit



CAEB
Conseil et Appui pour l'Éducation à la base

Niger



MOORIBEN
Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger

FUCOPRI
Fédération des Unions et Coopératives des Producteurs de Riz

Éthiopie



BUUSAA GONFAA MFI

SFPI
Specialized Financial and Promotional Institution (MFI)



HUNDEE
Oromo Grassroot Development Initiative



HARBU MICROFINANCE (MFI)



FC
Facilitators for Change

RDC



CONAPAC
Confédération Nationale de Producteurs Agricoles du Congo

FOPAKO
Force Paysanne du Kongo Central



CENADEP
Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire



FOPAC SUD KIVU
Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles du Congo au Sud-Kivu



GAMF
Groupe d'Acteurs de Microfinance du Kivu

TGD
Tous pour le Genre dans le Développement

PAIDEK
Promotion et Appui aux Initiatives de Développement Économique du Kivu



AMIS DU KIVU

Burkina Faso



CPF
Confédération Paysanne du Faso

COOPERATIVE VIIM BAORE
Réseau de greniers de sécurité alimentaire

ROPBA
Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest



APIL
Association pour la Promotion des Initiatives Locales



IMF UBTEC-NAAM
Union des Baoré Tradition d'Épargne et de Crédit



APÉSS
Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane

Cameroun



NOWEFOR
North West Farmers' Organisation



SAILD
Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement

Bénin



ANOPER
Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Éleveurs de Ruminants

RÉPAB
Réseau des Producteurs d'Ananas du Bénin



RENACA
Réseau National des Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées



La troisième édition du forum des alternatives a rassemblé plus d'une centaine de participants en 2015.



© SOS Faim

SOS Faim a pris part à l'organisation du colloque « l'agriculture familiale au cœur des politiques belges contre la faim » de la Coalition contre la faim, organisé en avril 2015.

SENSIBILISER

Initier des changements au Nord

Le changement social, ce n'est évidemment pas qu'au Sud qu'il doit s'opérer, mais également au Nord. Le Sud et le Nord sont étroitement liés, ce qui se fait au Nord a directement des répercussions sur ce qui se passe dans les pays du Sud. Le contenu de notre assiette peut, par exemple, être responsable d'injustices qui ont lieu en ce moment même en Afrique et en Amérique latine. C'est pour cette raison que SOS Faim tente, au travers de ses actions, de sensibiliser et de mobiliser le public européen pour une consommation alimentaire plus responsable et plus respectueuse des hommes et de l'environnement.

Interpeller les citoyens

En Belgique, pour la troisième année consécutive, SOS Faim a organisé le **Forum des Alternatives**, en partenariat avec Quinoa asbl et Rencontre des Conti-

nents, lors du festival de films AlimenTERRE qui se déroule chaque année en octobre. Ce forum présente des initiatives, mises en place en Belgique, pour une agriculture et une alimentation plus justes et plus durables. L'objectif était de présenter ces initiatives mais également d'avoir une réflexion sur le rôle plus politique qu'elles jouent. Le temps d'un après-midi, le public belge peut débattre et agir avec des acteurs impliqués en faveur d'un autre système alimentaire. Le forum était organisé autour de quatre espaces : espace do it yourself, espace Cyclo et vidéo, espace mobilisation et espace rencontre-débat. Il était demandé aux participants de déterminer si ces quatre initiatives, qui sont actives à des étapes différentes du système alimentaire (production, distribution, transformation/consommation), sont arrivées à créer un « food system » alternatif au modèle agroindustriel, et d'en débattre.

Le succès croissant du festival de films AlimenTERRE (2350 spectateurs en 2015) a permis au Forum des Alternatives de rassembler plus d'une centaine de participants très impliqués.

Au Luxembourg, SOS Faim a lancé sa campagne « **Changeons de menu !** » qui invite le public à modifier ses habitudes alimentaires : un site de campagne (www.changeonsdemenu.lu), permettant à tout un chacun de calculer son empreinte alimentaire et assorti de dix gestes simples pour l'améliorer, a constitué le support central de la campagne. Des recettes de cuisine avec des produits locaux et biologiques, des stands de campagne, des soirées, un coffret pédagogique, des ateliers de décryptage des étiquettes, etc. Autant d'activités qui ont émaillé l'année 2015 avec succès. Des synergies avec de nouveaux acteurs de l'économie sociale et solidaire tels que *Mesa Minett* ou *Eis Epicerie* se sont également concrétisées.



© SOS Faim

La campagne « Changeons de menu ! » s'adresse tant aux citoyens qu'aux décideurs politiques.

Durant tous ces événements, le message clef était identique : en changeant de menu, non seulement vous préservez votre santé et l'environnement, mais vous lutez contre la faim. La campagne se poursuivra en 2016 et en 2017.

Mais également les politiques

« Changeons de menu ! » ne s'adresse pas uniquement aux citoyens mais aussi à nos décideurs. À ce niveau, c'est plutôt sous l'égide du Cercle de coopération des ONG luxembourgeoises, dans lequel SOS Faim est particulièrement active, que les actions de plaidoyer furent menées en 2015. Avec pour mot d'ordre la cohérence des politiques de développement, le Cercle a constamment interpellé le gouvernement, les députés ou le Comité inter-ministériel pour le développement sur la nécessité d'être davantage cohérent pour accroître l'impact de nos actions de développement et la lutte contre la pauvreté. À partir d'exemples concrets (accords de partenariat économique, spéculation sur les matières premières, marchés publics, etc.), résumés pour la plupart dans le ba-

romètre *Fair Politics* édité par le Cercle, celui-ci a mis le doigt sur de nombreuses améliorations possibles des politiques actuelles. Ce travail continu pour la cohérence des politiques se poursuivra dans les années à venir et SOS Faim y contribuera activement.

En Belgique, SOS Faim a très largement participé, au sein de la **Coalition contre la faim**, à l'actualisation des objectifs pour suivre la politique de coopération en matière de renforcement de l'agriculture familiale.

À travers l'organisation d'un colloque, la rédaction d'un policy brief « Objectif 2020. L'agriculture familiale au cœur des politiques belges contre la faim », la réalisation de capsules vidéo, de contacts avec des parlementaires et des responsables de l'administration, une nouvelle feuille de route vers des systèmes alimentaires durables a été définie et adoptée par un grand nombre d'acteurs. Cette démarche sera aussi valorisée à l'occasion de la révision de la « Note stratégique » de la Belgique en matière de soutien à l'agriculture et à la sécurité alimentaire.

FINANCE – Comptes de résultat et bilan financier

Comptes de résultat 2015 - en €

RECETTES	SOS Faim Belgique	SOS Faim Luxembourg	TOTAL	
Donateurs	972 593,49	487 740,64	1 460 334,13	1
Héritage	355 423,77		355 423,77	
Entreprises - Fondations	168 209,15	61 118,00	229 327,15	
ONG	116 874,00		116 874,00	2
Coopération Wallonie Bruxelles International	57 016,87		57 016,87	3
Coopération belge - DGD	5 006 829,04		5 006 829,04	3
Coopération européenne - UE	23 463,23		23 463,23	3
Coopération luxembourgeoise - MAEE		1 950 894,88	1 950 894,88	3
Mandats du MAEE		11 701,06	11 701,06	3
Autres subsides	6 775,28		6 775,28	
Maribel	18 195,00		18 195,00	
Prestations de services	116 276,33		116 276,33	
Produits divers	22 575,76	179 835,28	202 411,04	
Produits financiers	21 124,25	3 282,73	24 406,98	
Produits exceptionnels	59 669,66		59 669,66	
TOTAL RECETTES	6 945 025,83	2 694 572,59	9 639 598,42	
CHARGES				
Dépenses liées aux projets	4 811 239,98	1 632 651,71	6 443 891,69	4
Activités d'éducation au développement	392 049,91	39 259,81	431 309,72	5
Récolte de fonds	200 291,65	81 986,40	282 278,05	6
Fonctionnement et amortissements	157 083,10	244 412,64	401 495,74	
Dotation aux fonds dédiés		51 322,25	51 322,25	7
Frais du personnel	1 271 467,96	506 005,12	1 777 473,08	
Frais financiers	12 535,65	554,77	13 090,42	
Provisions	80 000,00		80 000,00	
Charges exceptionnelles		13 046,38	13 046,38	
TOTAL CHARGES	6 924 668,25	2 569 239,08	9 493 907,33	
RÉSULTAT	20 357,58	125 333,51	145 691,09	

Le total des principaux postes de la comptabilité des deux associations est indicatif car les règles comptables des 2 entités sont légèrement différentes.

1 Donations reçues des donateurs privés

2 Contributions d'ONG européennes pour nos actions

3 Co-financements reçus d'entités publiques

4 Montants des financements aux partenaires (hors frais de personnel)

5 Dépenses réalisées pour des activités d'éducation au développement

6 Charges directes des actions de collecte de fonds privée

7 Fonds du MAEE reçus, affectés à des partenaires et non encore transférés

Bilan 2015 - en €

ACTIF	SOS Faim Belgique	SOS Faim Luxembourg	TOTAL
Immobilisations	219 160,42	654 876,10	874 036,52
Créances	425 492,17	391 839,06	817 331,23
Disponible	3 179 317,52	1 808 395,15	4 987 712,67
Régularisation	17 312,21	5 807,20	23 119,41
TOTAL	3 841 282,32	2 860 917,51	6 702 199,83

PASSIF	SOS Faim Belgique	SOS Faim Luxembourg	TOTAL
Fonds Social	2 113 912,69	2 000 379,16	4 114 291,85
Provisions	80 000,00	20 264,97	100 264,97
Dettes	673 599,79	580 040,33	1 253 640,12
Régularisation	973 769,84		973 769,84
Fonds dédiés		260 233,05	260 233,05
TOTAL	3 841 282,32	2 860 917,51	6 702 199,83

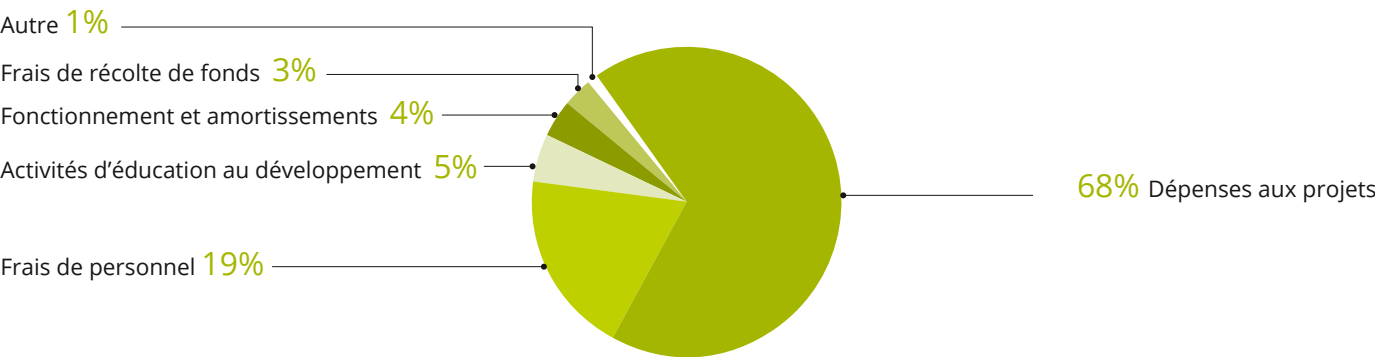
Les comptes de SOS Faim Belgique, tenus selon la loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par le cabinet DCB Collin & Desablens ;
- approuvés par l'Assemblée générale de l'association ;
- contrôlés, pour ce qui concerne les projets à financements publics, par la Commission européenne et la Direction générale du développement (Service public fédéral belge) ;
- publiés à la banque nationale de Belgique et déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bruxelles.

Les comptes de SOS Faim Luxembourg, tenus selon la loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par le cabinet GSL Révision sarl ;
- approuvés par l'Assemblée générale de l'association ;
- contrôlés, pour ce qui concerne les projets à financements publics, par la Commission européenne et le Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois ;
- déposés au Registre de commerce et de sociétés (R.C.S.) du Luxembourg.

Répartition des dépenses



SOS FAIM

chiffres-clés

6 443 891 €

Ensemble des
financement
accordés à des
partenaires
en soutien à
leurs actions de
développement.

79 758

Fidélité à
nos sites

Les visiteurs reviennent
régulièrement sur nos
sites d'information et
de campagne.

23 246

Destinataires de nos publications

23 246 Personnes sont informées
à travers nos diverses publications
qui existent en version papier ou
électronique.

Personnel employé

Ensemble des personnes engagées dans les
différents sièges de SOS Faim. La majorité
est impliquée dans le suivi des partenaires,
complétée par les services d'information,
de récolte de fonds et de suivi financier.

44

793 559
producteurs

Bénéficiaires des crédits

Près de 800 000
personnes en Afrique
et en Amérique latine
ont pu bénéficier d'un
crédit à travers l'activité
de nos partenaires.

61

organisations

Nombre de partenaires

SOS Faim entretient des
relations de partenariat avec
32 organisations paysannes ,
14 institutions de financement
rural et 15 ONG.

5

Outre nos sièges à Bruxelles
et Schiffange , SOS Faim
dispose de 5 antennes qui
travaillent de façon très
proche avec les partenaires :
Bamako (Mali) ; Ouagadougou
(Burkina Faso) ; Kinshasa
(République démocratique du
Congo) ; Lima (Pérou) et
La Paz (Bolivie).

61 371
Nombre
de dons

Tant en Belgique qu'au
Luxembourg, un grand
nombre de donateurs
effectuent des
versements mensuels
à SOS Faim.

38

Missions annuelles

Le dialogue avec les
partenaires est constant
et requiert une grande
disponibilité de la part de
SOS Faim. Ce n'est que par
des échanges réguliers
que la confiance et la
compréhension s'établissent.

1 460 334 €

Donations

Les donateurs de SOS Faim Belgique et Luxembourg ont versé aux 2 associations près de 1,5 millions €. Avec l'activation des cofinancements, on enregistre un effet de levier de 4,4 ce qui veut dire que pour chaque € donné, ce sont en fait 4,4 € qui contribuent directement à la lutte contre la faim et la pauvreté en milieu rural.

96
bénévoles

Les bénévoles permettent à SOS Faim de multiplier les actions d'information et de sensibilisation. Des activités comme le Festival AlimenTERRE en Belgique ne serait pas possible sans leur mobilisation.

13 956
donateurs

Près de 14 000 donateurs en Belgique ou au Luxembourg accordent un soutien financier indispensable à SOS Faim. Ce n'est qu'à partir de fonds collectés auprès des citoyennes et des citoyens européens que les cofinancements publics nationaux et européens peuvent être mobilisés.

355 424 €

Héritages

De nombreux donateurs inscrivent SOS Faim parmi les bénéficiaires de leur héritage. Ils souhaitent par là inscrire leur générosité dans une démarche qui leur survit.

Soucieuse d'éviter la dispersion et de maintenir une excellente qualité de dialogue, SOS Faim ne souhaite pas élargir le nombre de pays d'intervention qui sont néanmoins déjà au nombre de 11 (voir la Carte des partenariats en pages 12 et 13).

11
pays

Ce rapport est également disponible en version électronique en français, anglais et espagnol. Téléchargeable sur le site web de l'association.

SOS Faim Belgique asbl

Rue aux Laines, 4
B-1000 Bruxelles, Belgique
T : +32 (0)2 548 06 70
F : +32 (0)2 514 47 77
info.be@sosfaim.org
www.sosfaim.org

Banque : IBAN BE83 0000 0000 1515

Antenne de SOS Faim Belgique au Pérou

SOS Faim Perú
Av. Joaquín Madrid 371
San Borja – Lima 41, Perú
T : +511 223-7488
F : +511 225-3088
luis.vargas@sosfaim.org

Antenne de SOS Faim Belgique en Bolivie

SOS Faim Bolivia
Calle Jordan 299 esquina Hamiraya
Cochabamba, Bolivia
T/F : +591 4-458 47 54
cso@sosfaim.org

SOS Faim Luxembourg asbl

17-19 avenue de la Libération
L-3850 Schifflange, Luxembourg
T : +352 49 09 96
info-luxembourg@sosfaim.org
www.sosfaim.org
Banque CCPLLULL
IBAN LU22 1111 0055 5526 000

Antenne de SOS Faim au Mali

Immeuble Kafo Jiginew
Rue 286, ACI 2000, Bamako, Mali
safiadou.malet@sosfaim.org

Antenne de SOS Faim au Burkina Faso

01 BP 1346 Ouagadougou 01, Burkina Faso
T : +226 70 17 88 80 ou +226 78 80 28 58
asa@sosfaim.org

Antenne de SOS Faim en République démocratique du Congo

P/O CENADEP
B.P. 14582, Kinshasa I
République démocratique du Congo
T : +243 990 264 831
mbi@sosfaim.org

Crédits

Rédaction : Stéphanie Jacquet et
Thierry Defense

Photos :
couverture : @SOS Faim - Aurelie Grimberghs
arrière : © SOS Faim

Impression : Daddy Kate

Graphisme : Marmelade

